

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 07/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**EUREDEN**

Kérichard

22170 Châtelaudren-Plouagat

Références : 2025.152

Code AIOT : 0005500289

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement EUREDEN implanté Kérichard 22170 Châtelaudren-Plouagat. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspections de la DREAL et en particulier dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure notifié à l'exploitant le 15 mai 2024 et faisant suite au contrôle inopiné du 20 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN

- Kérichard 22170 Châtelaudren-Plouagat
- Code AIOT : 0005500289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site d'EUREDEN de Châtelaudren-Plouagat comprend deux activités distinctes : l'une de fabrication d'aliments pour le bétail, comprenant notamment des stockages de céréales en silos, et l'autre de stockage d'engrais solides dont certains contiennent des nitrates d'ammonium. L'activité de fabrication d'aliment pour le bétail est classé sous la rubrique IED n° 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires pour animaux). La quantité d'engrais concernés par la réglementation ICPE au titre de la rubrique n° 4702 justifie le classement du site sous le statut SEVESO seuil bas.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	EFFETS DE SUPPRESSION EN CAS DE DETONATION	Lettre du 23/10/2023, article -	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	SURVEILLANCE DES REJETS CANALISES	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre III Point 15.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	PLAN D'URGENCE	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
3	ETAT DES MATIERES	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	STOCKEES		
5	PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	Sans objet
7	EMISSIONS DANS L'AIR	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II Point 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitant s'est conformé à l'arrêté de mise en demeure de respect de prescriptions :

- en procédant aux modélisations des effets thermiques en cas d'incendie dans les zones de stockage des emballages;
- en modifiant l'organisation des zones de stockage d'emballages;
- en mettant à jour le plan d'opération interne du site.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure de respect de prescriptions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage d'emballage combustible
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société EUREDEN exploitant une installation de fabrication d'aliments du bétail, de stockage de céréales et d'engrais sise au lieu-dit Kerichard sur la commune de Châtelaudren-Plouagat est mise en demeure de respecter les dispositions ci-dessous dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p><i>Article L-181-14 du code de l'environnement :</i>  <i>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. [...]</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à la modélisation des effets thermiques en cas d'incendie dans les 3 zones extérieures et intérieures de stockage des emballages combustibles (bobines de sacs plastiques, big-bags en plastique et palettes en bois). Suite à l'étude de modélisation (rapport V3 daté du</p>

14/10/2024), l'organisation des stockages a été modifiée et l'exploitant a procédé à des aménagements afin de tenir compte des effets thermiques en cas d'incendie. Il est démontré que les effets thermiques en cas d'incendie des stockages extérieurs restent à l'intérieur du site. L'inspection a constaté, au niveau du rack de stockage extérieur, que les emballages combustibles ont été retirés du rack implanté le plus proche du bâtiment. Les palettes vides sont stockées sur une seule rangée. Au niveau du stockage intérieur, l'inspection a constaté que des aménagements ont été réalisés (dont un marquage au sol) pour maintenir les emballages (bobines de sacs) à une distance minimale de 10 m des cases de stockage d'engrais.

La visite a mis en évidence un stockage de palettes usagées en partie nord-ouest du site avec un développement de la végétation autour des palettes. L'inspection considère que ce stockage de matériaux combustibles, à moins de 10 mètres de la zone extérieure de stockage des engrais conditionnés, est susceptible de créer une situation de danger et doit être évacué ou limité de sorte de ne générer aucun risque d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant les actions réalisées par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure de respect de prescriptions. S'agissant du constat de palettes usagées stockées en partie Nord-Ouest, l'inspection demande à l'exploitant de les évacuer ou a minima de réduire leur quantité et d'améliorer l'organisation de ce stockage de sorte de ne créer aucune situation de danger.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : PLAN D'URGENCE**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à jour du Plan d'Opération Interne

**Prescription contrôlée :**

La société EUREDEN [...] est mise en demeure de respecter les dispositions ci-dessous dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté : *Annexe V-c de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;*

**Constats :**

L'inspection constate que le Plan d'Organisation interne du site a été mis à jour (vu la dernière version datée d'octobre 2024). L'exploitant a intégré une fiche n°8 relative au scénario d'incendie du local de stockage d'emballage et de la zone de stockage de palette et a intégré la modélisation des effets thermiques. La description de la conduite à tenir en cas d'urgence figure pour chacun des scénarios.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Considérant les actions réalisées par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure de respect de prescriptions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 3 : ETAT DES MATIERES STOCKEES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matières combustibles non dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 20 février 2024, il avait été relevé que les emballages combustibles non dangereux ne figuraient pas dans l'état des stocks. L'inspection a constaté que le stock de matières combustibles non dangereuses fait à présent l'objet d'une estimation et figure dans l'état des stocks mis à disposition des services de secours. L'inspection a visualisé l'état des stocks simplifié du 26/03/2025. Celui-ci comporte le nombre de palettes, la quantité de bobines de sacs (en tonnes) et le volume de palettes de big-bags (en m<sup>3</sup>).</p> <p>Suite aux observations de la précédente inspection, il a également été mis en évidence que l'exploitant a intégré dans son état synthétique des stocks les mentions et les pictogrammes de danger associés aux rubriques 4000. A titre d'exemple, pour la rubrique 4702-II, le document comporte en en-tête du tableau les mentions "<i>Nocif, Comburant, Détonation</i>" avec les pictogrammes correspondants. L'inspection a visualisé la quantité d'engrais classés 4702-II stockée au 26/03/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : EFFETS DE SURPRESSION EN CAS DE DETONATION

<p><b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/10/2023, article -</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour des distances d'effets (Demande DREAL)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mise à jour de la quantification des distances d'effets de surpression - Avis du 6 juin 2023 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les dépôts d'engrais soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 de la nomenclature</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la demande de la DREAL du 23 octobre 2023, consécutive à l'avis du 6 juin 2023, l'exploitant a procédé à la mise à jour de la quantification des distances d'effets de surpression en cas de détonation d'ammonitrates. L'étude, datée du 23/07/2023, a été remise à l'inspection des</p>

installations classées afin d'être prise en compte dans le cadre de l'actualisation des plans d'urgence. L'exploitant a intégré la modélisation dans son plan d'opération interne (scenario 9). L'inspection des installations classées informera les services de la Préfecture de ces évolutions.

La circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers précise les domaines d'exclusions spécifiques prévues pour certains types d'événements dont les événements conduisant à la détonation d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium.

Pour ce type d'évènement initiateur, l'exploitant n'a pas à évaluer la probabilité de survenue de l'évènement initiateur. Il doit justifier de sa conformité à l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium. Le dernier audit de conformité a été réalisé en 2018 et a été transmis à l'inspection. L'exploitant indique, dans son courrier du 15 octobre 2024, respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé. L'inspection relève toutefois que, lors de la visite inopinée du 20 février 2024, il avait été constaté une non-conformité relative au stockage d'emballages combustibles dans un local contigu au stockage vrac d'engrais.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant la dernière mise à jour, réalisée en 2018, de l'audit de conformité à l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à un nouvel audit de conformité. L'objectif est de justifier du respect strict et intégral des dispositions de l'arrêté pour considérer, en application de la circulaire du 10 mai 2010, qu'une démarche de maîtrise des risques importante a été menée et qu'il n'est pas opportun de conserver l'évènement initiateur dans la matrice d'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage des engrais

**Prescription contrôlée :**

Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure. Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple). Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques. Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée. Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment. Les engrais en vrac ne sont

pas stockés à l'air libre.
<b>Constats :</b>  Le stockage des engrais en vrac est réalisé au sein du bâtiment BF dans des cases, à l'abri des intempéries. L'emplacement de chaque case est repérable depuis l'extérieur par un repère vertical ainsi qu'un numéro de case. A l'intérieur du bâtiment, l'inspection a relevé un affichage au niveau de chaque case indiquant la nature de l'engrais et, selon le produit, le numéro de la rubrique ICPE dont il relève, la catégorie et les pictogrammes de danger correspondants. L'exploitant a mis en place une organisation pour éviter tout mélange accidentel d'engrais (séparation des cases, marquage de la limite haute, organisation et consignes pour séparer les engrais selon leur nature).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès. Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
<b>Constats :</b>  La visite a mis en évidence que les stockages couverts sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie (détecteurs NOx et fumées pour le stockage vrac d'engrais; détecteurs de fumées pour le stockage big-bags). Les systèmes de détection font l'objet d'un contrôle et d'une maintenance préventive réalisée par une entreprise extérieure. La détection NOx est contrôlée tous les 6 mois. L'exploitant a présenté à l'inspection les deux derniers rapports de contrôle des 6 capteurs NOx et de la centrale (intervention en date du 22/05/2024 et 23/10/2024). Les rapports concluent à la conformité du système de détection. Le dernier rapport annuel de maintenance préventive du système de sécurité incendie (en date du 28/01/2025) a été présenté à l'inspection. Il fait état de la vérification de 56 détecteurs du bâtiment fertilisant (détecteurs optiques, détecteurs de chaleur et détecteurs de fumées par aspiration). L'inspection des



installations classées relève que le rapport mentionne 2 observations : "pas de test possible de 4 détecteurs zone 9 au-dessus des bureaux de l'accueil, accès non sécurisé"; "signal sonore inaudible sur plusieurs secteurs (accueil, ensachage,...)"

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les axes d'amélioration proposés par l'entreprise de maintenance suite au rapport annuel de vérification du système de sécurité incendie. L'inspection demande notamment à l'exploitant de justifier le contrôle de maintenance des 4 détecteurs de la zone 9 et de prendre les mesures de sorte que l'alarme soit audible en tout point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : EMISSIONS DANS L'AIR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II Point 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inventaire des émissions

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire [...] des flux d'effluents [...] et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :

I. - Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :

- a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

[...]

IV. - Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection un schéma simplifié des flux sortants et entrants de l'installation. Le schéma identifie les flux gazeux (et autres flux) avec les process concernés par les émissions (réception des matières premières, broyage et presses). L'inspection rappelle que cet inventaire a pour objectif d'identifier où il est possible d'agir sur les flux de polluants, notamment en amont des émissions, afin de les réduire au niveau le plus efficace dans le process. Il est rappelé que la MTD prévoit une mise à jour régulière de cet inventaire dans le cadre du système

de management de l'environnement (le schéma présenté n'est pas daté et devrait l'être pour justifier de cette mise à jour). L'exploitant indique que la description des techniques de traitement des effluents gazeux figure dans les rapports de mesure de mesures des émissions atmosphériques ainsi que dans les données de la GMAO. L'inspection considère que l'exploitant répond aux dispositions de l'arrêté ministériel. Néanmoins, dans le cadre du système de management de l'environnement, il convient de réexaminer régulièrement l'inventaire. A ce titre, les documents (dont le schéma) doivent être datés et documentés avec les données relatives aux techniques de traitement ainsi que les caractéristiques des flux d'effluents gazeux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : SURVEILLANCE DES REJETS CANALISES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre III Point 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions canalisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions dans l'air respectent les valeurs limites d'émissions et sont surveillées aux fréquences suivantes. BROYEURS :[poussières] : 10 mg/Nm3 - Fréquence minimale annuelle  REFROIDISSEURS : [poussières] : 20 mg/Nm3 - Fréquence minimale annuelle
<b>Constats :</b>  L'exploitant a procédé à la surveillance de ses émissions canalisées au niveau des broyeurs et refroidisseurs tous les 3 ans et depuis décembre 2023 (date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 27/02/2020), l'exploitant passe à une fréquence annuelle. Le dernier rapport de mesure des émissions atmosphériques, daté du 05/09/2024, a été présenté à l'inspection. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites d'émissions à l'exception de la presse 2 (refroidisseur) pour laquelle un dépassement de la concentration en poussières a été relevé (valeur mesurée : 63 mg/Nm3). A la suite de ce dépassement, l'exploitant indique avoir procédé au nettoyage de l'écluse du dépoussiéreur cyclonique. L'inspection a demandé à vérifier la traçabilité de cette intervention dans le logiciel de GMAO. Il a été constaté qu'une opération de maintenance a été réalisée sur le cyclone le 03/10/2024. L'exploitant précise que la périodicité d'intervention sur les cyclones est fixée à six mois. Une nouvelle campagne de mesures des rejets atmosphériques a été planifiée par l'exploitant les 26 et 27 mai 2025 afin de vérifier le retour à la conformité aux valeurs limites d'émission pour ce refroidisseur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Informers l'inspection des installations classées des résultats du rapport de mesurage des émissions de la presse 2 suite à la campagne de mai 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois